







PRÉAVIS JRI:

AUCUNE PROPOSITION SÉRIEUSE

La 3ème réunion de négociation du préavis des JRI de la rédaction de France 2 n'a rien donné de concret. La direction n'est pas prête à s'engager sur une proposition chiffrée concernant l'emploi notamment. Dans ces conditions, les syndicats (CFDT, SNJ, CGC), jusqu'ici mesurés et conciliantes considèrent que la grève à partir du 3 novembre prochain semble inéluctable.

Comme ceux des rédactions de France 3 et France O, les Journalistes Reporters d'Images de France 2 produisent les images des journaux et magazines d'actualité, des sports du groupe, des grands événements et des conflits, partout en France et dans le monde. Sans eux, l'information de la télévision publique est aveugle le soir à 20H, comme à la mi-journée à 13H.

Il faut savoir que le service JRI de France 2 tourne en sous-effectif d'au moins 10 à 20 postes depuis plusieurs années (départs non-remplacés, longues maladies, inaptitudes). Il vient de subir une baisse drastique de ses renforts de pigistes et CDD en septembre. Il n'a plus de chef de service depuis 4 mois. Plus de 80 missions ont dépassé l'amplitude de 13h/jour de tournage ces deux derniers mois. Les grands magazines de France 2, trouvant un prétexte commode dans la faiblesse des effectifs, commencent à faire appel aux sociétés privées pour tourner leurs sujets, un comble!

Le résultat c'est 10% d'absentéisme, dû aux arrêts maladies (par usure physique essentiellement : dos, hanches, épaules, poignets, mains, nuque etc.) chez les JRI, soit 2 fois plus que dans le reste de France Télévisions.

En prime, les nervis habituels de la direction de l'information tentent à toute force, dans leur dernier souffle, d'imposer la pratique du TV U-pack, boîtier de transmission 3G/4G qui transformerait le Journaliste Reporter d'Images en CJRP : Cadreur de Journaliste Rédacteur en Plateau.

Le pied quoi!

C'est la somme de toutes ces problèmes non résolus après des années d'alerte qui amènent les JRI à recourir à la grève. Que trouve-t-on en face ? Rien !

Après 2 réunions de négociation, on aurait pu penser que la direction aurait pris en compte l'ampleur du malaise et qu'elle y apporterait un début de réponse. Mais visiblement, la délégation que nous avons rencontrée, pourtant composée du directeur de l'info et de la DRH du siège entre autres, n'a pas obtenu les moyens de mener une négociation sérieuse.

Aucun chiffre proposé sur l'emploi! Nada!

Un vague calendrier d'études sur l'emploi qui s'étalerait sur 6 mois. Une noyade de poisson concernant les TV U-packs, où tout le monde, au sein d'une équipe, pourrait éventuellement être amené à... Voilà en somme ce qui est offert après 15 jours de préavis et deux réunions de négociation seulement. Pire, on nous propose même dans le document remis ce jour, d'entériner la baisse du nombre de jours de renforts en CDD-pigistes, qui passerait de 120j/mois à 90j/mois, et ce avant même de discuter de quoi que ce soit.

Pour les syndicats CFDT, SNJ, CGC, cela ne prend pas en considération l'exaspération qu'éprouvent les JRI.

C'est un mouvement demandé par les JRI eux-mêmes et non pas un fantasme de syndicalistes en mal d'action ou de notoriété. C'est un mouvement intersyndical CFDT- SNJ-CGC-CGT-FO où chacun pousse pour retrouver des conditions de travail et d'exercice professionnel raisonnables pour les JRI. Ce n'est pas un téléguidage ciblé d'un groupe par un syndicat dans l'objectif de satisfaire une revendication catégorielle particulière, deux éléments qui doivent alerter la direction sur la réalité et le bien fondé de cette colère. D'ailleurs, pour être honnête, nos arguments sur le mécontentement ne sont pas contestés car comme elle le reconnait elle-même dans Paris-Match, notre présidente, n'a pas pris la mesure du problème, tout simplement parce qu'elle avoue ne pas connaître le sujet et le déléguer à la DRH. Elle affirme que cela fait partie de "la vie normale d'une entreprise".

En l'état actuel, et sans préjuger de la prochaine négociation jeudi 29 octobre, le seul moyen de se faire entendre (à défaut de se faire comprendre), sera donc de bloquer la machine de l'info de France 2 à partir du 3 novembre prochain.

Paris, le 28 octobre 2015